Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugt n° 1184/2024

Not. 26647/23/CC

IC 2X

AUDIENCE PUBLIQUE DU 23 MAI 2024

Le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **seizième chambre**, siégeant en matière correctionnelle, statuant en composition de **juge unique**, a rendu le jugement qui suit :

Dans la cause du ministère public contre

PERSONNE1.),
né le DATE1.) à ADRESSE1.) (France),
demeurant à F-ADRESSE2.)

- p r é v e n u -

FAITS :

Par citation du 21 décembre 2023, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a requis le prévenu de comparaître à l'audience publique du 13 février 2024 devant le Tribunal correctionnel de ce siège pour y entendre statuer sur les préventions suivantes :

circulation: ivresse (1,12 mg/l d'air expiré) ; défaut de permis de conduire valable.

A l'audience publique du 13 février 2024, l'affaire fut remise contradictoirement à l'audience publique du 26 avril 2024.

A cette audience, Madame le premier juge-président constata l'identité du prévenu, lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le Tribunal et l'informa de ses droits de garder le silence et de ne pas s'incriminer soi-même.

PERSONNE1.) fut entendu en ses explications et moyens de défense.

Le représentant du ministère public, Pascal COLAS, premier substitut du procureur d'Etat, résuma l'affaire et fut entendu en son réquisitoire.

Maître Melvin ROTH, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, développa plus amplement les moyens de défense du prévenu PERSONNE1.).

Le prévenu eut la parole en dernier.

Le Tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, date à laquelle le prononcé avait été fixé, le

JUGEMENT qui suit :

Vu la citation du 21 décembre 2023 régulièrement notifiée à PERSONNE1.).

Vu le dossier répressif constitué par le Ministère public sous la notice numéroNUMERO1.)/23/CC.

Vu le résultat de l'analyse par éthylomètre de l'haleine établissant l'alcoolémie du prévenu à 1,12 mg/l d'air expiré au moment de l'examen de l'air expiré.

Le ministère public reproche au prévenu PERSONNE1.), le 20 juillet 2023 vers 02.48 heures à ADRESSE3.), sur l'autoroute A3, direction ADRESSE4.), étant conducteur d'un véhicule automoteur sur la voie publique, d'avoir conduit un véhicule automoteur sur la voie publique avec un taux d'alcool de 1,12 mg par litre d'air expiré et d'avoir conduit un véhicule sans être titulaire d'un permis de conduire valable.

A l'audience publique du 26 avril 2024, le prévenu a reconnu l'infraction lui reprochée sub 1) et s'en est excusé. Il a toutefois contesté l'infraction lui reprochée sub 2), après avoir expliqué qu'il n'avait pas su qu'il devait se soumettre à des contrôles médicaux annuels, sans lesquels son permis de conduire français n'était pas valable.

L'infraction reprochée au prévenu PERSONNE1.) sub 1) est établie tant en fait qu'en droit au vu des éléments du dossier répressif et notamment des constatations policières actées dans le procès-verbal, du résultat de l'analyse par éthylomètre de l'haleine effectuée sur le prévenu le jour des faits, ensemble son aveu à l'audience.

Il s'ensuit que le prévenu PERSONNE1.) est à retenir dans les liens de la prévention mise à sa charge sub 1) dans la citation à prévenu.

Quant à l'infraction lui reprochée sub 2), le Tribunal se doit de constater qu'il n'est pas établi, à l'abri du doute raisonnable, et au vu des éléments du dossier répressif soumis à l'appréciation du Tribunal, que le prévenu PERSONNE1.) avait connaissance de son obligation de se soumettre à des contrôles médicaux annuels en France pour la validité de son permis de conduire.

Le moindre doute devant profiter au prévenu et conformément au réquisitoire du ministère public, PERSONNE1.) est à **acquitter** de l'infraction libellée à son encontre sub 2) dans la citation à prévenu, à savoir :

« étant conducteur d'un véhicule automoteur sur la voie publique,

le 20 juillet 2023 vers 02.48 heures à ADRESSE3.), sur l'autoroute A3, direction ADRESSE4.), sans préjudice des circonstances de temps et de lieu exactes,

2) avoir conduit un véhicule sans être titulaire d'un permis de conduire valable. »

PERSONNE1.) est toutefois **convaincu**, par les éléments du dossier répressif, les débats menés en audience publique et ses aveux de ce qui suit :

« étant conducteur d'un véhicule automoteur sur la voie publique,

le 20 juillet 2023 vers 02.48 heures à ADRESSE3.), sur l'autoroute A3, direction ADRESSE4.),

avoir circulé, même en l'absence de signes manifestes d'ivresse, avec un taux d'alcool d'au moins 0,55 mg par litre d'air expiré, en l'espèce de 1,12 mg par litre d'air expiré. »

La peine

En circulant sur la voie publique en état d'imprégnation alcoolique, le prévenu a gravement mis en danger tant sa propre sécurité que celle des autres usagers.

L'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui sanctionne la prévention retenue prévoit une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans ainsi qu'une amende de 500 € à 10.000 € ou l'une de ces peines seulement.

L'article 13.1 de la prédite loi permet au juge saisi d'une ou de plusieurs infractions à la réglementation de la circulation sur les voies publiques ou de délits ou de crimes qui se sont joints à ces infractions, de prononcer une interdiction de conduire de huit jours à un an en matière de contraventions et de trois mois à quinze ans en matière de délits ou de crimes.

Au vu de la gravité de l'infraction retenue, tout en tenant également compte de l'absence d'antécédents judiciaires dans le chef du prévenu, de son aveu et de son repentir sincère, le Tribunal condamne PERSONNE1.) à amende correctionnelle de **700 €**, ainsi qu'à une interdiction de conduire de **26 mois** pour l'infraction retenue.

Le prévenu PERSONNE1.) n'ayant pas encore subi de condamnation qui empêcherait d'assortir l'interdiction de conduire à prononcer à son encontre d'un sursis à exécution. Il y a partant lieu de lui accorder la faveur du **sursis** quant à **l'intégralité** de cette interdiction de conduire à prononcer à son encontre.

PAR CES MOTIFS:

le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, **seizième chambre**, composé de son premier juge-président, siégeant en matière correctionnelle, composition de juge unique, statuant **contradictoirement**, le prévenu entendu en ses explications et moyens de défense, le représentant du ministère public entendu en son réquisitoire et le mandataire du prévenu entendu en ses moyens de défense,

a c q u i t t e PERSONNE1.) de l'infraction non établie à sa charge,

c o n d a m n e PERSONNE1.) du chef de l'infraction retenue à sa charge à une amende correctionnelle de **sept cents (700) €**, ainsi qu'aux frais de sa mise en jugement, ces frais liquidés à 14,62 €,

f i x e la durée de la contrainte par corps en cas de non-paiement de l'amende à sept (7) jours,

p r o n o n c e contre PERSONNE1.) pour l'infraction retenue à son encontre une **interdiction de conduire** d'une durée de **vingt-six (26) mois** applicable à tous les véhicules automoteurs des catégories de permis de conduire A, B, C, D, E et F sur la voie publique,

d i t qu'il sera **sursis** à l'exécution de **l'intégralité** de cette interdiction de conduire,

a v e r t i t PERSONNE1.) qu'au cas où, dans un délai de cinq ans à dater du présent jugement, il aura commis une nouvelle infraction ayant entraîné une condamnation à une interdiction de conduire un véhicule sur la voie publique ou à une peine privative de liberté pour crimes ou délits prévus par la législation sur la circulation sur les voies publiques ou sur la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie, l'interdiction de

conduire prononcée ci-devant sera exécutée sans confusion possible avec la nouvelle peine, et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes de l'article 56 al. 2 du Code pénal.

Par application des articles 14, 16, 28, 29 et 30 du Code pénal, des articles 1, 179, 182, 184, 185, 189, 190, 190-1, 191, 194, 195, 196, 628 et 628-1 du Code de procédure pénale et des articles 12 et 13 de la loi modifiée du 14.02.1955, dont mention a été faite.

Ainsi fait, jugé et prononcé en l'audience publique dudit Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, date qu'en tête, par Stéphanie MARQUES SANTOS, premier juge-président, assisté de Laetitia SANTOS, greffière assumée, en présence de PERSONNE2.), premier substitut du procureur d'Etat, qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent jugement.